

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.27
15 janvier 1975

Original: FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels,
portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au
30 juin 1973, qui ont été communiqués par les gouvernements
en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil
économique et social

FRANCE

GE.75-1261

I. EXPOSE LIMINAIRE CONCIS DES POLITIQUES GENERALES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL AYANT CONTRIBUE SENSIBLEMENT, AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973, A ASSURER LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

A. DANS LE DOMAINE CULTUREL

L'organisation d'une politique culturelle est déjà ancienne en France, puisque c'est par un décret du 24 juillet 1959 qu'un ministère spécialement chargé des Affaires culturelles a été institué.

Apprécier dix ans plus tard les résultats de cette politique apparaît significatif de l'évolution des droits culturels dans notre pays.

L'objet de ce ministère nouveau était de faire prendre au public une conscience accrue du droit pour chacun d'accéder à la culture et de lui faciliter l'exercice de ce droit */.

La politique culturelle qui constituait l'une des grandes options du VIème Plan quinquennal de développement économique et social (mis en oeuvre en 1971) y était définie comme une action globale visant "à aider nos contemporains à percevoir la culture... non plus comme un luxe, mais comme l'expression d'un besoin essentiel".

a) Concertation

La plupart des administrations françaises (en particulier éducation nationale, affaires étrangères, jeunesse et sports) ont concouru à cette tâche, qui n'était donc pas le fait du seul Ministère des affaires culturelles, le rôle de celui-ci ayant été surtout de recherche, de synthèse et d'animation.

Il enregistre comme premier résultat une prise de conscience nouvelle du public à l'égard de son action, et notamment de la part des élus locaux, qui ont désormais tendance à réserver à la culture une place plus équitable dans le développement d'un département ou d'une région.

Il s'est dès lors efforcé de définir les contours de cette revendication culturelle croissante, et d'engager le dialogue, aussi bien avec les autres responsables administratifs qu'avec les bénéficiaires des actions culturelles.

Cette évolution a conduit le département de la Culture à donner à ses interventions un style nouveau, caractérisé par l'association à ses tâches traditionnelles d'actions concertées d'animation et de diffusion (concertation accrue, parmi quantité d'exemples, avec les professionnels et les critiques au sein de la commission consultative d'aide à la première exposition, créée en 1971, ou de la commission des subventions aux théâtres, créée en 1972), le développement de la collaboration à l'échelon interministériel (en 1971, par exemple, ont été institués une Charte de coopération culturelle avec l'Office de Radio-télévision française et un Fonds d'intervention culturelle, alimenté par les budgets des divers ministères), l'incitation enfin à la participation collective et privée, en vue d'associer les bénéficiaires à la fois à la conception de l'action culturelle qui les concerne et à son financement.

*/ Sa mission était ainsi définie:

"rendre accessible les oeuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre de Français, assurer la plus vaste audience au patrimoine culturel, et favoriser la création des oeuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent".

L'accession à une culture meilleure tend ainsi à être moins perçue comme un bienfait unilatéralement octroyé par le pouvoir central que comme la revendication et l'exercice de l'un des droits essentiels de l'homme, individuel ou groupé en collectivités, avec tout ce qu'une telle conversion psychologique implique d'adhésion volontaire.

b) Régionalisation

L'effort principal s'est exercé en direction des secteurs de la population les plus défavorisés jusqu'ici par l'éloignement du foyer de culture que constitue traditionnellement Paris.

Comme ailleurs, l'expansion de la radio et de la télévision agissait déjà en ce sens, mais sans impliquer une participation créative, la capitale tendant à demeurer le centre privilégié sinon de la réception, du moins de la diffusion culturelle.

Une politique de décentralisation délibérée a été méthodiquement poursuivie. Elle a été notamment illustrée par la mise en place d'une administration régionale appropriée, par la création d'institutions toutes nouvelles et par un appui financier aux initiatives provinciales qui se sont montrées efficaces (en matière de théâtre et de musique, par exemple). Les foyers de diffusion et de création artistiques ont été multipliés, non seulement au niveau des métropoles régionales, mais également à l'échelon des villes d'importance moindre.

c) Résultats

C'est à partir de 1971 qu'une cellule d'observation statistique créée au Service d'études et recherches du Ministère des Affaires culturelles a permis une appréhension précise de cette évolution.

Si, de 1960 à 1973, les dépenses des Affaires culturelles ont triplé (en francs constants), la consommation culturelle des Français a plus que doublé.

C'est en effet à près de 12 milliards de francs que peuvent être estimées les dépenses culturelles de la nation en 1973. Le budget culturel de l'Etat a été multiplié par six (en francs courants) depuis 1960, et le budget propre du Ministère des Affaires culturelles est passé de 223 millions de francs en 1968 à 1 075 millions de francs en 1973.

Cet effort financier, conjugué avec le caractère multiplicatif des mass media, a amorcé une véritable mutation. Les dépenses culturelles des ménages se sont élevées à 2,5 % de leur budget. Entre 1960 et 1970, le nombre de livres vendus a doublé. De 1960 à 1973, le nombre des Français qui ne lisent pas a diminué de plus d'un tiers. Depuis 1967, le nombre de livres lus par chaque personne a augmenté de 40 % en 6 ans, et ce sont les romans d'écrivains actuels (policiers non compris) qui sont le plus souvent lus. Fait plus caractéristique encore, le pourcentage d'ouvriers qui lisent et possèdent des livres est devenu voisin du pourcentage national (70 %).

De 1960 à 1970, le nombre de disques vendus a triplé; le taux d'équipement en tourne-disques est passé de 11 % en 1960 à 57 % en 1973 (dont 51 % parmi les ouvriers), et le taux moyen d'écoute de musique enregistrée a été multiplié par deux depuis 1967.

Pour la télévision, alors qu'en 1960 13 % seulement des foyers étaient équipés, on approche de la saturation en 1973 avec 86 %.

Et, par la télévision, ce sont toutes les expressions artistiques qui voient leur audience multipliée: 76 % des Français assistent ainsi à des films, 60 % à des pièces de théâtre, 15 à 30 % à des spectacles lyriques ou des ballets (spectacles auparavant réservés à une élite sociale surtout parisienne).

La concurrence de la télévision a provoqué une baisse de 56 % de la fréquentation du cinéma entre 1957 et 1969, baisse toutefois nettement inférieure à celle qu'ont connue les pays voisins. Mais, à partir de 1969, la fréquentation cinématographique s'est stabilisée autour du nombre de 180 millions de spectateurs par an. En fonction de la concentration urbaine, le nombre de salles a diminué de 30 % depuis 1960. Mais le mouvement semble s'inverser. Pour la première fois, le nombre de salles ouvertes a été, en 1973, supérieur au nombre de salles fermées. Pendant la période considérée, la qualité des salles s'est améliorée et les salles d'art et d'essais sont passées, entre 1969 et 1973, de 200 à 500, plaçant la France à cet égard en tête de tous les pays du monde.

De 1969 à 1973, les crédits budgétaires consacrés au cinéma ont plus que doublé (+ 125 %), permettant d'accroître la production de films français et de co-productions à majorité française (90 en 1962, 150 en 1973).

Les autres activités culturelles, moins aidées par le progrès technique, mais pour lesquelles l'Etat a consenti un effort important, sont également en plein développement.

Ainsi, pour les musées, dont les crédits ont été multipliés par 5 depuis 1960; alors que le nombre des visiteurs payants des musées nationaux est passé de 3 millions en 1958 à 5,5 millions en 1973, les seuls musées de province classés et contrôlés par l'Etat ont vu leur fréquentation doubler dans les 5 dernières années, atteignant près de 5 millions de visiteurs en 1973. (Près d'un Français sur trois a visité un musée au cours de l'année). Un taux de fréquentation analogue est observé pour les monuments historiques.

Le nombre de visiteurs des expositions temporaires à Paris a été décuplé entre 1960 et 1970, et il y a eu, en 1973, 450 expositions dans les musées de province.

Aux Archives nationales, le nombre de lecteurs a triplé en dix ans et quadruplé aux Archives départementales.

B. DANS LE DOMAINE SOCIAL

Les orientations pour la période considérée sont données par le Vème Plan (1966-1970) et le VIème Plan (1971-1975) qui comportent notamment, en ce qui concerne l'emploi, la formation professionnelle, les handicapés, de nombreuses indications et des programmes d'action précis.

II. INFLUENCE DES INSTRUMENTS DES NATIONS UNIES CONTENANT DES PRINCIPES ET DES NORMES RELATIFS A LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS ET, EN PARTICULIER, MESURES PRISES POUR APPLIQUER LESDITS INSTRUMENTS AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973.

A. DANS LE DOMAINE CULTUREL

a) Pendant la période considérée, on a noté l'entrée en vigueur dans notre pays, le 15 décembre 1972, des articles 22 à 38 de l'Acte de Paris (du 24 juillet 1971) modifiant la Convention de Berne pour la protection des oeuvre littéraires et artistiques. (Ce n'est que le 10 juillet 1974 que les articles 1 à 21 et l'annexe devaient être adoptés, en raison des conditions de réciprocité prévues par ce texte). S'il convenait de noter cette ratification, puisqu'elle s'est produite pendant la période considérée, il n'est pas possible de rendre compte de ses conséquences éventuelles puisque l'entrée en vigueur des modifications essentielles qu'elle comporte est postérieure à juillet 1974.

De plus, et contrairement aux diverses modifications antérieures de l'accord de Berne, ces dispositions ne visent pas à améliorer la protection du droit des auteurs, mais à faciliter le développement de la culture dans les pays en voie de développement.

b) C'est par contre dans la perspective habituelle de protection des auteurs qu'il faut situer la ratification par la France, le 12 septembre 1972 (entrée en vigueur le 18 avril 1973), de la Convention signée à Genève le 29 octobre 1971, interdisant la reproduction non autorisée des phonogrammes (qui protège également les interprètes et les exécutants pour les oeuvres et exécutions enregistrées).

Cette convention a été tout particulièrement bien accueillie par les milieux professionnels concernés.

c) Si les Conventions de l'UNESCO de 1970 et 1972 n'ont pas pu avoir de conséquence sur notre législation, puisque la procédure de ratification en cours n'est pas encore terminée, il convient d'observer que cette législation correspond très exactement aux dispositions de la Recommandation de l'UNESCO adoptée en 1972 concernant la protection, sur le plan national, des monuments, des ensembles et des sites et les principes posés par cette Recommandation qui visent tout particulièrement le droit à la protection de l'environnement (évoqué infra à la rubrique III C 5) sont appliqués en pratique dans tout le territoire français tout spécialement grâce à l'action de la Direction de l'architecture et de la Caisse nationale des monuments et des sites.

d) La France a ratifié, le 3 juillet 1972, la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, signée à Londres le 6 mai 1969. Elle est entrée en vigueur sur notre territoire le 5 novembre 1972. Les dispositions applicables sur le territoire national étaient pour la plupart observées déjà, soit par les musées, soit par le Service des fouilles archéologiques, mais le caractère de réciprocité internationale apporté par cette convention a tendu à moraliser le commerce et à normaliser la circulation des objets provenant de fouilles. En ce domaine, la législation française apparaît d'ailleurs efficace tout en demeurant très libérale. (Ainsi la propriété licite d'amphores découvertes en mer peut, sous certaines conditions protégeant l'intérêt scientifique de cette découverte, être confirmée à l'inventeur).

e) Peut-être convient-il enfin de rattacher à la présente rubrique la création, en 1971, à Strasbourg, du Festival international du film sur les droits de l'homme par le Président de l'Institut international des droits de l'homme, M. René CASSIN. Ce festival a eu lieu en 1971, 1972 et 1973, avec le patronage et l'appui du Centre national français de la cinématographie.

B. DANS LE DOMAINE SOCIAL

Il y a lieu de mentionner la ratification par une loi du 28 mai 1971 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui a entraîné la promulgation de la loi du 1er juillet 1972 sur la lutte contre le racisme.

III. FAITS NOUVEAUX IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973 CONCERNANT LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET INDICATION, LE CAS ECHEANT, DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES, MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTS ADMINISTRATIFS PROMULGUES AINSI QUE DES DECISIONS JUDICIAIRES RENDUES PENDANT CETTE PERIODE

A. DROIT AU TRAVAIL

1) Droit au libre choix de l'emploi

Le développement, prévu par les plans et par des lois antérieures au 1er juillet 1969, de l'Agence nationale pour l'emploi, de la formation professionnelle des adultes et des interventions du Fonds national de l'emploi, a contribué à faciliter le choix de l'emploi par les travailleurs.

Les lois nouvelles intervenues dans ce domaine sont:

- la loi du 26 décembre 1969 sur le placement des artistes du spectacle;
- la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue;
- la loi du 1er juillet 1972 sur la lutte contre le racisme;
- la loi du 23 décembre 1972 instituant une prime de mobilité pour les jeunes travailleurs

2) Conditions de travail justes et favorables

Sont intervenues les lois:

- du 13 juillet 1971 sur les conventions collectives de travail;
- du 24 décembre 1971 sur la réduction de la durée du travail maximale;
- du 3 janvier 1972 sur le travail temporaire;
- du 11 juillet 1972 sur le travail clandestin.

3) Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

Sont intervenus:

L'accord interprofessionnel du 27 mars 1972 et la loi du 5 juillet 1972, instituant une garantie de ressources pour les travailleurs sans emploi âgés de plus de 60 ans.

B. DROIT A LA SECURITE SOCIALE, Y COMPRIS AUX ASSURANCES SOCIALES EN CAS DE CHOMAGE, DE MALADIE, D'INVALIDITE, DE VEUVEGE, DE VIEILLESSE OU DANS LES AUTRES CAS DE PERTES DES MOYENS DE SUBSISTANCE PAR SUITE DE CIRCONSTANCES INDEPENDANTES DE LA VOLONTE

I. Accidents du travail et maladies professionnelles

Depuis le 1er janvier 1947 la prévention et la réparation des risques professionnels en ce qui concerne les travailleurs salariés (et assimilés) des professions non agricoles sont intégrées dans l'organisation de la sécurité sociale.

La possibilité de se placer volontairement dans le champ d'application de cette législation est accordée aux travailleurs qui ne bénéficient d'aucun régime légal d'indemnisation pour les accidents survenus dans l'exercice de leur activité. Les commerçants, les artisans, les membres des professions libérales, voire les femmes non employées, occupées à des tâches ménagères, peuvent demander leur inscription à cette assurance volontaire.

Les travailleurs salariés des professions agricoles bénéficiaient, jusqu'à une époque récente, d'un système de protection reposant sur le principe de la responsabilité de l'employeur qui pouvait s'assurer.

La loi n° 72-965 du 25 octobre 1972 relative à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (J.O. du 26 octobre 1972) et entrée en vigueur le 1er juillet 1973, a établi un régime obligatoire d'assurance par la mutualité sociale agricole des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui accorde aux intéressés les mêmes avantages que ceux dont bénéficiaient les travailleurs salariés des autres professions.

Le Gouvernement a poursuivi son action en vue de faciliter l'accès à la formation professionnelle des adultes et des jeunes, déjà engagés dans la vie active, ou qui s'y engagent et qui, ou bien doivent acquérir une formation initiale, ou bien doivent adapter ou perfectionner leurs connaissances, pour tenir compte de l'évolution des techniques ou du fait qu'ils se trouvent, pour des raisons économiques ou de santé, dans l'impossibilité de continuer à exercer leur profession.

La loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente (publiée au J.O. du 11 juillet 1971) a fixé le régime de protection sociale des stagiaires.

Elle prévoit (article 37) que pendant leurs stages de formation les stagiaires bénéficient d'une des forme d'aide financière prévues par la loi, relèvent de la législation sur les accidents du travail, telle qu'elle est applicable aux élèves de l'enseignement technique en vertu de l'article L 416-2°) du code de la Sécurité sociale.

Des mesures en cours d'élaboration visent à l'extension de ces dispositions à tous les stagiaires, même s'ils ne perçoivent pas de rémunération sous une forme quelconque, en application de la loi (à l'exclusion des fonctionnaires titulaires de l'Etat et des agents du cadre permanent des collectivités locales qui continuent à relever des dispositions qui leur sont propres).

Ainsi, actuellement, en France, seules les personnes qui n'exercent pas d'activité professionnelle ou ne se trouvent pas dans l'une des situations prévues (formation professionnelle, rééducation...) ne sont pas bénéficiaires d'un régime obligatoire de protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Les risques professionnels couverts par ces législations englobent les accidents du travail proprement dits, les accidents "du trajet" (accompli pour aller au lieu de travail et en revenir), les maladies professionnelles faisant l'objet de tableaux annexés aux dispositions réglementaires.

Au cours de la période considérée, deux décrets ont étendu et modifié les tableaux des maladies professionnelles: décrets n° 72-1010 du 2 novembre 1972 (J.O. du 2 novembre 1972) et 73-215 du 23 février 1973 (J.O. du 2 mars 1973).

Ces textes ont porté de 48 à 63 le nombre des tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 et ont révisé 11 tableaux existants.

Un 64ème tableau relatif à l'oxycarbonisme professionnel est en préparation.

A l'occasion des instructions diffusées pour l'application des décrets précités, l'attention des médecins a été à nouveau appelée sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'ils observent les dispositions légales qui leur font obligation de déclarer à l'inspection du travail toute maladie ayant une origine professionnelle dont ils ont connaissance.

Ces déclarations servent de base aux études tendant au développement de la prévention des maladies professionnelles ainsi qu'à l'extension des tableaux permettant l'indemnisation des victimes.

Il a paru y avoir lieu d'améliorer la protection de la famille du travailleur en cas d'accident mortel survenu à celui-ci.

Indépendamment des prestations légalement dues (allocation au décès, remboursement des frais funéraires, rentes aux ayants droit), les caisses ont été autorisées par les arrêtés du 9 juillet 1971, à accorder aux ayants droit de la victime, sur leurs fonds d'action sanitaire et sociale, une aide immédiate dont le montant maximal indexé s'élevait, à la fin de la période couverte, à 1 224 fr.

Au cours de la période considérée, les pouvoirs publics ont accentué leur action en vue de l'humanisation des relations entre les institutions compétentes et les assujettis et bénéficiaires.

Il a été demandé aux gestionnaires responsables de ces institutions de sensibiliser davantage leurs collaborateurs à cet aspect important de leur rôle.

Ils ont été invités, en particulier dans le domaine complexe d'application de la législation de réparation des conséquences des risques professionnels, à faire en sorte que les employeurs, comme les bénéficiaires, soient clairement informés et mis en mesure d'exercer leurs droits. Une instruction (20 SS du 9 mars 1971) insiste à nouveau sur ce point.

Bien qu'ils aient été rendus peu après la fin de la période couverte, il convient de mentionner deux arrêts de la Cour de Cassation, à la suite de pourvois introduits à l'initiative du Ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale, en vue de permettre l'examen, au niveau de juridiction le plus élevé, d'un problème particulièrement important en raison de ses répercussions sociales: celui de la garantie des travailleurs accidentés par suite d'actes de sauvetage.

La Cour de Cassation, chambre sociale (17.10.73) s'est prononcée sur les conditions de la prise en charge, au titre de la législation sur les accidents du travail, des conséquences d'accidents résultant de tels actes alors qu'il y avait eu interruption, d'une part, du travail, d'autre part, du trajet en vue de porter secours à une personne en danger.

Dans les deux cas d'espèce soumis à son appréciation, la Cour Suprême a estimé que l'ensemble des éléments retenus faisait apparaître un "impérieux devoir de solidarité" qui l'emportait sur toute autre considération et ne pouvait avoir pour effet de priver les intéressés du bénéfice de la législation sur les accidents du travail.

La solution ainsi dégagée par la Cour de Cassation garantit aux travailleurs victimes d'un acte de dévouement une protection efficace.

RÉGIME GÉNÉRAL

Amélioration de la protection en cas de vieillesse et de veuvage, pour les assurés du régime général.

a) En ce qui concerne les droits propres à pension de vieillesse, la loi du 31 décembre 1971 a prévu l'amélioration de ces retraites par la prise en compte, pour leur calcul, d'années d'assurance accomplies au-delà de la trentième, et par l'assouplissement des conditions d'ouverture du droit au titre de l'inaptitude, ainsi que par l'attribution, aux femmes assurées ayant élevé au moins deux enfants pendant au moins 9 ans avant leur 16ème anniversaire, d'une majoration de leur durée d'assurance égale à une année supplémentaire par enfant élevé dans lesdites conditions. (Pour les mères de famille, la loi du 3 janvier 1972 a, en outre, prévu l'affiliation obligatoire à l'assurance-vieillesse de celles d'entre elles qui bénéficient de l'allocation de salaire unique, ou de l'allocation de la mère au foyer, et de la majoration accordée sous condition de ressources à ces bénéficiaires en raison du nombre ou de l'âge de leurs enfants).

Deux décrets sont intervenus pour l'application de cette loi du 31 décembre 1971.

- Le décret n° 72-78 du 28 janvier 1972 relatif au nouveau mode de calcul des pensions de vieillesse, qui dispose que la pension de vieillesse est calculée dans la limite de 37 ans $\frac{1}{2}$ d'assurance; les assurés justifiant de cette durée d'assurance obtiennent ainsi une retraite égale à 25 % de leur salaire annuel moyen de base si elle est liquidée dès l'âge de 60 ans; si l'assuré ajourne la liquidation de sa pension au-delà de cet âge, sa pension est majorée de 5 % du salaire de base par année postérieure à cet âge, soit, par exemple, le taux de 50 % applicable en cas de liquidation à 65 ans (ou au titre de l'inaptitude au travail médicalement reconnue, à partir de 60 ans).

Toutefois, ces mesures ne produiront leur plein effet qu'en 1975; pendant la période transitoire de 1972 à 1975, les taux applicables au calcul des pensions de vieillesse augmenteront en fonction de l'année d'entrée en jouissance de ces pensions; celles-ci doivent ainsi être liquidées compte tenu des durées d'assurance maximum suivantes: 32 années en 1972, 34 en 1973, 36 en 1974, pour atteindre 37 ans $\frac{1}{2}$ en 1975.

- Le décret n° 72-423 du 17 mai 1972 précisant les modalités d'application de la réforme de l'inaptitude qui permet désormais de reconnaître inapte au travail, en vue de l'attribution, dès l'âge de 60 ans, de la pension de vieillesse au taux normalement applicable à 65 ans, l'assuré qui n'est pas en mesure de poursuivre l'exercice de son

emploi sans nuire gravement à sa santé et qui se trouve atteint d'une incapacité de travail de 50 % médicalement constatée. Toutefois, si le titulaire d'une pension d'inapte reprend une activité professionnelle lui procurant un gain dépassant un certain niveau fixé par ce décret, le service de sa pension peut désormais être suspendu.

En outre, conformément au décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972, le salaire servant de base au calcul des pensions de vieillesse est désormais le salaire annuel moyen correspondant aux dix meilleures années civiles d'assurance (accomplies postérieurement au 31 décembre 1947) alors qu'avant le 1er janvier 1972, le salaire de base était déterminé seulement d'après les dix dernières années d'assurance.

A la revalorisation annuelle des pensions de vieillesse a été substituée, par le décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973, une double revalorisation, la première prenant effet au 1er janvier et la seconde au 1er juillet.

Enfin, la loi du 21 novembre 1973, dont les modalités d'application aux assurés du régime général ont été fixées par le décret n° 74-54 du 23 janvier 1974, a prévu, en faveur des anciens combattants et prisonniers de guerre, la possibilité d'obtenir entre 60 et 65 ans leur pension au taux normal, à un âge variant en fonction de la durée de leur captivité ou de leurs services militaires en temps de guerre.

b) Quant à la protection en cas de veuvage, les conditions d'ouverture du droit à pension de reversion ont été améliorées par trois décrets:

- le décret n° 71-123 du 11 février 1971 a porté au niveau annuel du S.M.I.C. au 1er janvier de l'année du décès (soit, au 1er janvier 1974: (11.294 F) le plafond des ressources personnelles du conjoint survivant de l'assuré décédé;

- le décret n° 71-280 du 7 avril 1971 a supprimé la condition de célébration du mariage avant le 60ème anniversaire de l'assuré en maintenant seulement une condition de durée de l'union (deux ans au moins avant l'entrée en jouissance de l'avantage de vieillesse attribué à l'assuré ou 4 ans avant le décès).

- le décret n° 72-1098 du 11 décembre 1972 a abaissé à 55 ans (au lieu de 65 ans) l'âge d'attribution de la pension de reversion.

Régime de retraite complémentaire

En ce qui concerne les régimes de retraites complémentaires de celui des assurances sociales, le bénéfice de ce régime a été étendu, depuis 1969, à un nombre croissant de salariés du secteur privé, en vertu soit de conventions collectives, soit d'accords de retraites.

Afin de réaliser totalement la généralisation des retraites complémentaires, une mesure législative importante a été prise dans ce domaine. En effet, la loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 a prévu que les catégories de salariés assujettis à titre obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général de la Sécurité sociale et les anciens salariés de même catégorie qui ne relevaient pas d'un régime de retraite complémentaire seraient affiliés obligatoirement à un tel régime. Cette mesure, qui a pris effet au plus tard le 1er juillet 1973, concernait un million de salariés actifs et 5 à 600 000 retraités qui étaient jusqu'alors exclus du bénéfice d'une retraite complémentaire. Désormais, tout pensionné du régime général de la Sécurité sociale jouira d'une ou plusieurs prestations complémentaires pour l'ensemble de son activité salariée.

Travailleurs non salariés

- Assurance vieillesse. Loi du 3 juillet 1972 réformant le régime d'assurance des artisans, des industriels et des commerçants en vue de l'aligner sur le régime des travailleurs salariés.
- Protection en cas de perte des moyens de subsistance: Loi du 13 juillet 1972 créant un régime d'aide aux artisans et commerçants âgés de plus de 60 ans dont les ressources sont faibles et dont l'entreprise ne peut être vendue à un prix normal.

REGIMES SPECIAUX

II. Politiques générales ayant contribué au cours de la période du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits sociaux en ce qui concerne les régimes spéciaux de Sécurité sociale

1) D'une manière générale, en ce qui concerne les régimes spéciaux de sécurité sociale, les préoccupations actuelles des pouvoirs publics, comme des responsables de ces régimes, portent sur le déséquilibre financier de ces derniers. Leur déficit découle de la dégradation de plus en plus accentuée de leur structure démographique qui se traduit par une proportion anormalement élevée de retraités par rapport aux actifs cotisants. Les conséquences en sont particulièrement lourdes pour les régimes de retraite, mais elles pèsent également sur les régimes d'assurance maladie et même pour la couverture des accidents du travail. A cette structure démographique défavorable s'ajoute une régression économique des branches d'activités intéressées entraînant une réduction du personnel employé.

Les actions entreprises récemment ont donc été orientées de manière à développer la recherche de structures nouvelles assurant un meilleur équilibre financier consistant dans la définition et la mise en oeuvre de la scolarité s'exerçant désormais sur le plan interprofessionnel ou international.

Ainsi, il a été admis non seulement une participation directe du Budget de l'Etat à la couverture des avantages spécifiques prévus par les régimes spéciaux mais également la recherche par le moyen de la compensation avec d'autres régimes de sécurité sociale (en fait avec le régime général) de la couverture de la partie de déficit des régimes qui résulte des particularités de leur structure démographique.

C'est le régime minier qui a été le premier à bénéficier d'une compensation avec le régime général. Celle-ci prévue par la loi de finance pour 1964 concernait l'assurance vieillesse et les prestations accident du travail. Plus récemment, c'est une compensation portant sur les prestations en nature des assurances maladies, maternité et invalidité qui a été instituée, d'abord par la loi de finance pour 1971 en faveur du régime spécial des agents de la S.N.C.F. puis par la loi de finance pour 1972 en faveur des régimes spéciaux des gens de mer, des mineurs et des agents de la RATP.

Par ailleurs a été poursuivie la politique de protection sociale consistant dans une amélioration d'une part des conditions d'ouverture des droits aux prestations dans le domaine de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse et, d'autre part, par les montants des pensions attribuées.

Enfin dans le domaine des prestations familiales qui sont en principe les mêmes que celles du régime général, il faut remarquer que plusieurs régimes accordent des prestations complémentaires (Fonctionnaires SNCF, RATP, EDF).

2) Faits nouveaux survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits sociaux

a) Assurance maladie

1) Régime des fonctionnaires de l'Etat:

- Le décret n° 70-1272 du 23 décembre 1970 relatif au régime de sécurité sociale applicable aux fonctionnaires qui exercent une fonction à mi-temps prévoit le maintien au bénéfice de leur régime de sécurité sociale.
- La loi n° 72-594 du 5 juillet 1972 portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires a amélioré le régime du droit à congé de maladie notamment en ce qui concerne les affections de longue durée. Le décret n° 73-204 du 28 février 1973 (J.O. du 1er mars) et l'arrêté du 19 juillet 1973 (J.O. du 26 juillet) ont fixé les modalités d'application des dispositions nouvelles.

2) Régime des militaires de carrières.

- L'article 2 du décret n° 72-183 du 6 mars 1972 accorde des allocations aux militaires et à leur famille qui ne bénéficient d'aucune protection sociale. Il prévoit en effet, l'ouverture dans les écritures de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale d'un compte particulier alimenté par une subvention de l'Etat. Sur ce compte la Caisse intervient par le versement d'allocations journalières temporaires en cas d'incapacité physique, ou d'allocations compensatrices en cas d'invalidité ou de décès.

3) Personnels ouvriers de l'Etat et des Etablissements publics à caractère industriel.

- le décret n° 72-154 du 24 février 1972 a amélioré le régime des congés en cas de maladie, de maternité et d'accidents du travail dont peuvent bénéficier certains ouvriers de l'Etat.

Ce texte a institué pour la maladie ordinaire une autorisation spéciale d'absence permettant aux intéressés de conserver une partie de leur traitement pendant une durée de neuf mois.

En ce qui concerne la maladie de longue durée, et pour certaines maladies, le texte a prévu des congés de maladie de longue durée avec maintien du salaire pendant un an, et demi salaire pour une durée de deux ans.

4) Industries électriques et gazières.

Le décret n° 70-247 du 20 mars 1970 a étendu aux personnels des industries électriques des départements d'Outre-mer les dispositions du statut national relatives à la sécurité sociale.

b) L'Assurance vieillesse: Plusieurs textes ont amélioré le régime des pensions de certains régimes spéciaux de Sécurité sociale.

1) Régime des agents des chemins de fer secondaires et des tramways.

- Le décret n° 70-126 du 6 février 1970 a apporté des améliorations non négligeables au régime de retraite. Ce texte prévoit notamment l'attribution de la majoration pour enfants des pensions vieillesse, la fixation d'un montant minimum des pensions d'ancienneté, la validation de l'année de stage avant la date d'affiliation au régime, la prise en compte des périodes de mobilisation et de service militaire légal.

2) Régime de sécurité sociale dans les mines.

- L'article 24 de la loi de finances rectificative pour 1970 du 31 décembre 1970 a prévu la prise en charge par l'Etat des prestations de chauffage et de logement versées aux pensionnés des exploitations ayant cessé toute activité.

Cette loi (article 25) a prescrit l'affiliation au régime spécial de sécurité sociale dans les mines, à partir du 1er janvier 1971, pour les risques vieillesse invalidité et décès (pensions de survivants), des travailleurs occupés à titre principal à un emploi d'extraction ou de traitement dans les gisements d'argiles réfractaires et économiques exploités en galeries souterraines boisées. Les modalités d'application de ladite loi ont été fixées par le décret n° 72-93 du 19 janvier 1972 (J.O. du 19 janvier) et l'arrêté du 1er juin (J.O. du 16 juin).

- Le décret n° 71-456 du 8 juin 1971 assouplit les conditions d'antériorité du mariage exigées pour l'ouverture du droit à la pension de veuve.

- Le décret n° 71-1069 du 24 décembre 1971 a permis le calcul de pensions pour l'avenir au prorata du nombre de trimestres (au lieu de l'année).

- Le décret n° 72-201 du 20 avril 1972 (modifié par décret du 27 octobre 1972) a revalorisé les avantages de vieillesse et d'invalidité et a autorisé la prise en compte des périodes d'invalidité générale pour l'ouverture et le calcul des droits à pension de vieillesse.

- Le décret n° 73-530 du 15 juin 1973 relatif aux pensions minières a apporté des améliorations au régime des pensions du régime minier; ce texte prévoit des bonifications de fond pour l'ouverture du droit et le calcul des pensions vieillesse, en assimilant sous certaines conditions à des périodes de travail au fond les durées d'interruption de travail pour les affiliés occupés dans des travaux du fond à la date où est intervenu l'accident ou la maladie entraînant leur incapacité de travail.

Par ailleurs il permet la revalorisation des rentes servies à des travailleurs ne justifiant pas de quinze années de service et institué une garantie supplémentaire d'évolution des retraites en fonction des salaires.

- Enfin l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 1973 (n° 73-1128 du 21 décembre 1973 J.O. du 23 décembre 1973) permet aux anciens agents des houillères de bassin ayant fait l'objet d'une mesure de conversion et qui justifient d'au moins dix années d'affiliation au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines de rester affiliés à ce régime soit pour les risques maladie, décès (allocation) et les charges de la maternité soit pour les risques invalidité vieillesse, décès (pensions), soit pour l'ensemble de ces risques.

3) Régime des fonctionnaires

- La loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite dispose que la période pendant laquelle les fonctionnaires ont été autorisés à accomplir un service à mi-temps, est comptée pour la totalité de sa durée pour la constitution du droit à pension et pour la moitié de sa durée pour la liquidation de la pension.

- L'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1973 n° 73-1128 du 21 décembre 1973 a apporté certaines améliorations à ce régime en ce qui concerne d'une part les droits des orphelins mineurs en cas du décès du père et de la mère et, d'autre part, les droits du conjoint survivant et des orphelins de la femme fonctionnaire.

4) Enfin sous l'angle du développement des prestations il faut noter que le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 institue un régime complémentaire de retraite en faveur des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

III. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

Dans le régime français, les prestations familiales sont dues à toute personne française ou étrangère qui exerce une activité professionnelle ou qui est dans l'impossibilité d'en exercer une et qui assume, à quelque titre que ce soit, la charge d'un ou plusieurs enfants résidant sur le territoire métropolitain. Depuis quelques années, le régime des prestations familiales s'est étendu d'une part à un nombre croissant de bénéficiaires et d'autre part le nombre des prestations spécifiques a augmenté. Par ailleurs, le montant de ces prestations fait l'objet de revalorisation annuelle afin de tenir compte de la conjoncture économique.

La loi du 23 décembre 1970 a institué une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé. Cette allocation s'ajoute aux prestations familiales déjà versées; elle est doublée pour les orphelins totaux.

La loi du 13 juillet 1971 a créé deux prestations: l'une en faveur des handicapés mineurs âgés de moins de 20 ans, l'autre au bénéfice des handicapés majeurs âgés de 20 à 65 ans. Une loi d'orientation en faveur des handicapés est à l'étude qui tend à régler les problèmes que posent ceux-ci au sein de leur famille et dans la société.

La loi du 3 janvier 1972 portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles a institué plusieurs prestations spécifiques. Ce texte a d'abord réformé l'allocation de salaire unique et de la mère au foyer. Ces allocations sont complétées par une majoration pour les familles comportant soit un enfant de moins de 3 ans, soit quatre enfants et qui disposent de faibles revenus.

L'allocation pour frais de garde créé par la loi du 3 janvier 1972 est accordée sous certaines conditions de ressources aux mères qui confient leurs enfants pendant la journée à des crèches ou à des gardiennes agréées. Cette allocation est un remboursement de frais dans la limite d'un certain plafond.

Cette loi a également créé une assurance vieillesse au profit de la mère de famille qui reste au foyer pour s'occuper de ses enfants et qui bénéficie de la majoration visée plus haut.

Le même texte a également étendu le bénéfice de l'allocation de logement à des catégories nouvelles de bénéficiaires.

Tous ces différents textes ont fait l'objet de décrets d'application et sont entrés en vigueur. Il est encore trop tôt pour faire un bilan définitif de ces améliorations mais il faut remarquer qu'ils visent surtout à aider les catégories les moins favorisées de la population.

IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes sans distinction aucune fondée notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion d'opinion politique ou de toute autre opinion d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation

a) En Règle générale les travailleurs étrangers et les membres de leurs familles bénéficient sur le territoire français des mêmes droits sociaux que les nationaux; donc les faits nouveaux importants qui ont pu survenir au cours de la période considérée, dans le domaine social, les ont concernés au même titre que les nationaux.

Il existe encore quelques exceptions à cette égalité des droits sociaux mais le Gouvernement français a clairement manifesté son intention de faire rapidement disparaître les dernières discriminations existantes. Ainsi sont actuellement en préparation des mesures visant à faire bénéficier les étrangers de l'allocation de maternité, de la carte de priorité pour les femmes enceintes et de la carte de réduction pour famille nombreuse sur les transports en commun.

b) En ce qui concerne le droit au libre choix de l'emploi (rubrique III A 1) il convient également de noter que les étrangers sont soumis en France à la réglementation spécifique de l'Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945.

Deux principes sont à la base de cette réglementation; selon le premier la main-d'oeuvre étrangère doit être le complément de la main-d'oeuvre nationale et avant d'admettre un étranger à l'exercice d'une activité professionnelle salariée dans une région, il est nécessaire de s'assurer qu'il n'existe pas de main-d'oeuvre disponible sur le marché de l'emploi apte à occuper le poste de travail offert (principe de complémentarité).

En second lieu, l'étranger admis à travailler en France bénéficie, ainsi qu'il a été précisé plus haut, des mêmes conditions de travail et de rémunération que le salarié français exerçant la même profession dans la même entreprise ou, à défaut, dans la même région (principe de non-discrimination).

Conformément à ces principes un étranger ne peut travailler sur le territoire français que s'il y a été préalablement autorisé par le Ministre du travail sur présentation d'un contrat de travail visé par ses services avant l'entrée en France du travailleur en cause.

Il faut toutefois noter que les droits des travailleurs étrangers en matière d'exercice des activités professionnelles salariées s'accroissent au fur et à mesure de la durée de leur séjour ininterrompu en France en situation régulière pour déboucher sur la délivrance d'une carte de travail permanente pour toutes professions salariées, valable pour son titulaire pour l'exercice de l'activité salariée de son choix sur l'ensemble du territoire français (à l'exception seulement de quelques professions réglementées dont l'exercice est subordonné par la loi à des conditions particulières

de diplômes et de nationalité). Dans les faits le titulaire d'un tel document est assimilé au national.

L'action sociale spécifique organisée ou suscitée par les pouvoirs publics au profit des travailleurs étrangers a pour objectif essentiel de permettre à ces derniers de jouir réellement de l'égalité des droits sociaux qui leur a été accordée. Les mesures qui ont été prises depuis 1969 concernent les quatre secteurs de l'action sociale spécifique: l'accueil et l'information, le logement, l'action éducative et promotionnelle, l'action sociale spécialisée.

a) L'accueil et l'information

Pendant la période considérée, l'accueil des travailleurs étrangers a surtout été effectué par des associations spécialisées installées sur les lieux d'arrivée (gares, ports, aéroports) et dans les principales villes. Sans nier la qualité des interventions menées par ces associations les pouvoirs publics ont, cependant, jugé utile de coordonner les actions d'accueil en créant un réseau national pour l'accueil, l'information et l'orientation des travailleurs étrangers et les membres de leurs familles. Des bureaux d'accueil seront mis en place dans les premiers mois de 1974 dans les départements ayant une population étrangère importante.

Sur le plan de l'information, l'Office national d'immigration qui a le monopole de l'introduction en France des travailleurs étrangers, à l'exception de catégories bénéficiant d'un régime spécial, a procédé à la diffusion de brochures et de guides pratiques auprès des travailleurs étrangers avant leur départ.

D'autre part, depuis 1968, des émissions de radio en langue étrangère sont réalisées pour informer les migrants. La durée des émissions a été doublée en 1972.

Toute cette action d'information, appelée à se développer avec la création d'un réseau national d'accueil aide et aidera encore plus les travailleurs étrangers à bénéficier effectivement des droits sociaux qui leur ont été reconnus.

b) Logement

C'est certainement le secteur dans lequel les travailleurs étrangers éprouvent les difficultés les plus grandes et où l'intervention de la puissance publique est la plus nécessaire. Depuis 1970, un programme de résorption de l'habitat insalubre a été mis en place permettant d'accroître la construction de foyers pour les travailleurs célibataires.

Pour les familles, depuis 1968, en région parisienne et depuis 1971 dans plusieurs grandes villes, il est possible de procéder à la réservation d'un certain contingent de logements sociaux.

Par ailleurs, une loi du 30 juin 1973, sur l'hébergement collectif, permet d'éviter l'exploitation abusive dont ont été souvent victimes les travailleurs étrangers contraints d'accepter des conditions d'hébergement inadmissibles du point de vue de l'hygiène, de la sécurité et du prix demandé.

c) L'action éducative et promotionnelle

Depuis 1969, les associations subventionnées par les pouvoirs publics pour organiser des cours de français pour les étrangers ont connu un développement important parvenant à toucher environ 50 000 personnes en 1973. Par ailleurs, les méthodes pédagogiques se sont affinées et devraient permettre de meilleurs résultats qualitatifs dans les prochaines années.

Depuis 1971, la loi sur la formation continue permet aux étrangers de bénéficier de cours d'apprentissage du français et d'adaptation à la vie sociale et professionnelle durant les heures de travail. Les actions de préformation professionnelle se sont développées également et donnent la possibilité aux travailleurs étrangers d'acquérir effectivement comme les nationaux une formation professionnelle.

d) L'action sociale spécialisée

Il s'agit essentiellement de l'action sociale en direction des familles pour faciliter leur adaptation à la vie française. Les opérations de résorption de l'habitat insalubre conduise au développement de cette action pour permettre l'insertion dans un habitat normal des familles qui vivaient en bidonville.

Ce sont des associations spécialisées qui s'occupent de cette action sociale complémentaire à celle du régime général. L'arrivée prévisible d'un nombre croissant d'étrangers en provenance de pays très différents du nôtre (langue, mode de vie, religion, coutumes, etc.) rendra vraisemblablement nécessaire le maintien de cette action sociale spécialisée pour permettre à ces travailleurs de bénéficier de l'égalité des droits sociaux.

L'ensemble des mesures évoquées plus haut pour permettre aux étrangers de jouir effectivement de l'égalité des droits sociaux ne suffit pas à résoudre tous les problèmes et bien évidemment des difficultés subsistent (rubrique V). Toutefois, il n'est pas possible, sous peine d'encourager le développement de réactions xénophobes, de mobiliser des moyens importants au seul profit des étrangers.

Le réseau national pour l'accueil, l'information et l'orientation des travailleurs étrangers et des membres de leurs familles devrait cependant jouer un rôle décisif dans les prochaines années pour améliorer la situation des migrants dans notre pays.

DANS LE DOMAINE CULTUREL

Dans le domaine culturel (écrivains, artistes, musiciens) la satisfaction du droit à la sécurité sociale se heurte à des difficultés particulières que le Ministère s'est efforcé de résoudre les unes après les autres, dans la perspective d'apporter à tous les artistes le bénéfice d'une sécurité peut-être plus nécessaire encore qu'à d'autres professions.

a) Ecrivains

Avant le décret du 30 mars 1957, les écrivains ne bénéficiaient pas en principe de régime de sécurité sociale. Pendant la période en question, les écrivains étaient soumis à un régime disparate, étant considérés comme salariés au regard de la sécurité sociale, et travailleurs indépendants en ce qui concernait les allocations familiales. A ce dernier titre, ils versaient trimestriellement une cotisation forfaitaire.

Par une circulaire du 15 décembre 1969, le Centre national des lettres, qui versait déjà les cotisations patronales à la Sécurité sociale, a pris à sa charge le versement de ces cotisations forfaitaires.

Cette amélioration du sort des écrivains et du mécanisme de leurs assurances sociales a été rendue possible par l'importance des ressources dont bénéficie le Centre national des lettres. L'Etat (contribuables) n'intervient que par une faible subvention de 7 % de son budget annuel, le reste provenant de taxes parafiscales (0,25 % sur le chiffre d'affaires de l'édition et 0,20 % sur le montant des droits d'auteur), mais surtout, en vertu d'une loi du 25 février 1956, d'une expropriation du domaine public, qui lui apporte annuellement à peu près 100 millions (pendant 50 ans en principe, 64 ans et 273 jours provisoirement, les droits d'auteur sont perçus par les héritiers, puis pendant 15 ans par le Centre, avant que l'oeuvre ne tombe dans le domaine public).

Par cette procédure originale, les écrivains qui ont toujours des lectures trois quarts de siècle après leur disparition permettent à leurs jeunes confrères, qui ont moins de succès, de vivre. On envisage cependant de simplifier la formule.

Il convient de rappeler qu'en dehors des régimes usuels de sécurité sociale les écrivains peuvent bénéficier, en cas d'urgence, sur le budget de l'Etat, de secours exceptionnels de 1 500 fr. ou même, dans certains cas, de pensions annuelles.

b) C'est antérieurement à la période considérée par une loi du 26 décembre 1964, qu'avait été instituée la Sécurité sociale pour les artistes (peintres, graveurs, sculpteurs).

La mise en oeuvre de cette législation rencontre des difficultés du fait du caractère particulièrement indépendant de ces professions, pour lesquelles il est assez malaisé de déterminer les revenus réels.

On est toutefois parvenus à accorder aux artistes, à quelques lacunes près, les mêmes avantages qu'aux salariés, notamment en matière d'assurance-maladie (remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation), de maternité, d'allocation-décès, quelle que soit leur nationalité, mais à condition qu'ils aient en France leur principal établissement.

Au 1er juillet 1969, on comptait 1 490 affiliés à ce régime, et 2 314 au 30 juin 1973. Le recrutement actuel, qui comporte 20 % de jeunes, se développe surtout en province. On estime qu'il plafonnera à 3 000 adhérents environ. Ce faible chiffre peut surprendre, mais il définit les artistes vraiment professionnels (dont le revenu provient pour plus de 50 % de l'exercice de leur art) et qui ne sont rattachés à aucun autre régime de Sécurité sociale (enseignants, salariés, etc.).

Pour les mêmes raisons, le problème des retraites rencontre également des difficultés pour déterminer le revenu exact des adhérents, du fait de l'évolution souvent imprévisible dans un domaine peu facile à contrôler.

Néanmoins, la CAVAR, Caisse d'allocations-vieillesse des arts graphiques et plastiques, rend d'indéniables services, en ayant permis d'organiser un système de retraite pour des professions qui jusque-là n'en bénéficiaient pas.

Toutefois, des modifications de structure sont actuellement à l'étude pour rendre plus attrayant le rapport entre les cotisations et le taux de retraite, et favoriser, en fin de carrière, ceux qui ont le plus besoin d'être aidés.

c) Les artistes du spectacle* et les mannequins ont bénéficié, par une loi du 26 décembre 1969, de dispositions nouvelles qui modifient le Code de sécurité sociale et les affilie obligatoirement aux assurances sociales, quelle que soit leur nationalité, au prorata de la durée de leurs contrats de travail.

C. Droit à un niveau de vie suffisant

5) Droits à la protection et à l'amélioration de l'environnement

A. ACTIVITES DU MINISTERE DES AFFAIRE CULTURELLES POUR LA RENOVATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN

a) La Direction de l'architecture est responsable de la promotion de l'architecture contemporaine. Elle contrôle la réglementation et l'exercice de la profession d'architecte, examine la qualité des projets d'architecture exécutés ou subventionnés par l'Etat et surveille la construction et l'entretien de bâtiments civils appartenant à l'Etat. En 1971 et 1972, ses activités dans ce domaine ont été dominées par le lancement du programme de recherche architecturale, par le Comité de la recherche et du développement de l'architecture (CORDAA), qui a engagé 17 opérations.

Assisté par l'Institut de l'environnement, la recherche fondamentale s'est attachée à l'analyse de la qualité architecturale et à l'étude de nouvelles conceptions tandis que l'expérimentation était menée dans le cadre des villes nouvelles, champ d'action exceptionnel.

Une série d'interventions d'assistance architecturale ont été réalisées au niveau de ville ou de quartiers, soit dans le cadre d'une rénovation (Moulins, Concarneau, Autun), soit dans celui de concours architecturaux (Annecy, Montauban, Sancerre).

Des études ont eu pour objet la sensibilisation du public aux problèmes de l'architecture de notre temps; ces travaux déboucheront en 1973 (entre autres) sur la publication d'un guide de l'architecture contemporaine dans Paris et la région parisienne (en pleine expansion).

b) De son côté, le Service des enseignements de l'architecture et des arts plastiques, qui forme les principaux responsables du futur environnement "bâti" a entrepris une double action: D'une part, il a facilité (conformément à la Résolution du 28 juillet 1965 du Conseil économique et social) l'accès à l'instruction, en réduisant, à partir de 1969, le cursus universitaire des élèves architectes à six ans, alors qu'il durait souvent 8 ou 10 ans, (il existait néanmoins, antérieurement, un système de bourses identique à celui institué pour le Ministère de l'Education nationale, mais leur nombre a augmenté en 1971) et en aménageant l'accès au titre d'architecte par une formation théorique complémentaire pour les praticiens engagés dans la vie professionnelle **/.

D'autre part, il s'est engagé en même temps dans une réforme fondamentale des études d'architectes (textes promulgués en septembre 1971), qui conduira à une réforme de la profession et à l'amélioration de l'environnement urbain.

*/ Artistes lyriques, dramatiques, chorégraphiques, de variétés, de complément, musiciens, chansonniers, chefs d'orchestre, orchestrateurs, metteurs en scène.

**/ Ces innovations concernent, à un autre point de vue, la rubrique II F 2.

B. CREATION D'UN MINISTERE TOUT SPECIALEMENT CHARGE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

C'est un décret du 7 janvier 1971 qui a institué ce nouveau ministère. Ses moyens comportaient entre autres la création d'un Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE). L'efficacité de ces institutions nouvelles s'est manifestée très vite, tant sur le plan d'une sensibilisation accrue du public et des administrations que sur celui d'interventions matérielles dans les secteurs concernant notamment l'aménagement des espaces urbains, la protection des espaces verts et la politique de l'eau.

C. DROIT A LA JOUISSANCE DU MEILLEUR ETAT DE SANTE PHYSIQUE ET MENTAL POSSIBLE

Mesures prises pour assurer:

1) La diminution de la mortinatalité et de la mortalité infantile ainsi que le développement sain de l'enfant.

a) Diminution de la mortinatalité

Rappelons que le taux de la mortinatalité "de facto" correspond au nombre de mort-nés "de facto" pour 1 000 naissances totales de la période considérée. En 1965 il était de 15,2 o‰, en 1969 de 13,8 o‰, en 1970 de 13,2 o‰, en 1971 de 12,9 et en 1972 12,5.

L'étude de RCB (Rationalisation de choix budgétaire) faite en 1970 sur la périnatalité avait pour objectif de définir les actions propres à réduire les conséquences dommageables sur le plan humain, économique et financier des décès et des handicaps, imputables à la grossesse et à l'accouchement. Cette étude a notamment fait ressortir les causes de mortinatalité qui sont endogènes exclusivement car il s'agit des facteurs de mortalité portés par l'enfant à sa naissance et qui peuvent être acquis par l'intermédiaire de la mère ou au moment de l'accouchement, alors que la mortalité foeto-infantile résulte à la fois de causes endogènes et exogènes, ces dernières regroupant les facteurs de mortalité rencontrés par l'enfant dans le milieu où il vit, après sa naissance. Cette distinction est intéressante car de 1950 à 1967 l'on a constaté un renversement du rôle des deux grandes causes, les facteurs endogènes responsables du tiers des décès il y a 20 ans, en expliqueraient la moitié il y a 15 ans et les 3/4 en 1967.

Il a fallu donc agir sur les causes "endogènes" c'est-à-dire les malformations congénitales, les lésions obstétricales, l'asphyxie et la prématurité. La mise en oeuvre des actions prévues au programme finalisé établi à la suite de cette étude, la modification des conditions des examens prénataux, l'amélioration des établissements d'accouchement et notamment l'amélioration des conditions de réanimation en salle de travail ont contribué et contribueront encore sans aucun doute à la diminution du taux de mortinatalité. L'on se référera à la réponse du point E2 (Droit des mères à des soins spéciaux).

b) Diminution de la mortalité infantile et surveillance du développement de l'enfant

Le mouvement de baisse de la mortalité infantile observé en France depuis 1945 est le résultat d'un ensemble d'efforts exercés dans les domaines les plus divers: développement de l'équipement médico-social, amélioration des thérapeutiques, éducation sanitaire des mères, élévation du niveau de vie.

En 1946 on enregistrait un taux de mortalité infantile de 77,8 %.

En 1969 il était passé à 18,2 %

et en 1972 à 16 %.

La quasi-disparition des maladies nutritionnelles et la régression importante des maladies infectieuses observées dans notre pays permettent désormais de faire porter l'effort sur le dépistage précoce des déficiences et des inadaptations.

Parmi les différentes mesures de prévention médico-sociale instituées en faveur des mères et des enfants depuis 1969, il y a lieu de mentionner celles définies par la loi n° 70-633 du 15 juillet 1970 relative à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs. Cette loi, complétée par les décrets n° S 73 - 267 et 261 du 2 mars 1973, prescrit en effet la délivrance de certificats médicaux à l'occasion de certains examens préventifs effectués chez les enfants d'âge préscolaire: il s'agit de trois examens qui se situent respectivement dans les huit jours qui suivent la naissance, au cours du 9ème mois et du 24ème mois, c'est-à-dire à des périodes capitales de l'existence ou considérées comme des âges clefs du développement du petit enfant.

Les certificats de santé sont établis soit par le médecin de famille, soit par le médecin responsable d'une consultation de protection infantile. Dans le premier cas il s'agit d'une consultation privée, dans le deuxième cas il s'agit d'une consultation publique mise en place par le service départemental de la protection maternelle et infantile.

Ces consultations sont gratuites pour les familles si elles sont pratiquées dans le cadre d'un service public, sinon, elles donnent lieu à un remboursement à 100 % par les organismes de Sécurité sociale.

Les certificats comportent un questionnaire auquel les médecins sont appelés à répondre à l'issue de l'examen de l'enfant. Les questions portent sur un certain nombre de données fondamentales et sur l'existence ou non d'éléments pathologiques ou d'anomalies certaines ou suspectées dont la confirmation, ou l'infirmité devra être établie au moyen d'examen complémentaires ou spécialisés.

Après avoir établi le certificat, le médecin devra l'adresser sous pli confidentiel au médecin responsable du Service de protection maternelle et infantile au niveau départemental. Celui-ci est chargé du recueil de ces documents et de leur exploitation en attendant que le système d'exploitation par les moyens de l'informatique, qui a débuté dans certains départements, ne soit étendu dans toute la France.

L'intérêt de ces certificats est double:

- d'une part ils permettent d'obtenir, à l'échelon départemental, puis à l'échelon national, une meilleure connaissance statistique et épidémiologique des problèmes de l'enfant en vue d'une planification des programmes d'équipement et d'une formation des personnels mieux adaptées aux besoins de la population. Ces données épidémiologiques permettent également des comparaisons entre les différentes régions françaises et des pays étrangers et l'établissement de normes de développement de l'enfant et des critères de risques.

- d'autre part ils permettent un dépistage précoce des affections invalidantes et des inadaptations devant conduire à la mise en place d'un traitement ou d'une réadaptation, le plus précocement possible, et à une surveillance particulièrement attentive de l'enfant atteint ou suspect.

3) La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies.

LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

Plus du cinquième des tuberculeux en France sont étrangers bien que leur effectif ne dépasse pas 7 % de la population totale, la quasi-totalité des malades étrangers sont des travailleurs.

Les travailleurs étrangers immigrés et leurs familles jouissent des mêmes droits que les autochtones tant au niveau du dépistage, de la prévention, des soins et éventuellement de la réadaptation socio-professionnelle.

Toutefois il y a lieu de considérer ces travailleurs et leur famille comme des sujets à risque aggravés en raison d'une part des troubles que provoquent la transplantation, de difficultés d'adaptation et d'autre part de leurs conditions socio-économiques de vie.

Aussi les efforts de prévention et de dépistage portent-ils électivement sur ces travailleurs et leurs familles comme sur les autres catégories de nationaux à haut risque.

Des difficultés sont néanmoins rencontrées pour le traitement des malades.

Le travailleur immigré doit après le traitement d'attaque hospitalier de la tuberculose dont il est atteint et après disparition des bacilles de son expectoration, être remis le plus vite possible au travail. Or le traitement est long et coûteux. La surveillance étroite de la conduite du traitement nécessite une collaboration entre les services spécialisés antituberculeux, les médecins traitants parfois, mais surtout la médecine du travail, ce qui n'est pas toujours aisé.

De plus, les médicaments ne sont pas fournis gratuitement aux malades, mais sont seulement remboursés à 100 %. Les difficultés administratives et financières que rencontrent les malades à ce moment-là demeurent importantes et les services étudient les moyens d'y pallier.

D. DROIT DES FAMILLES, DES MERES ET DES ENFANTS A UNE PROTECTION ET A UNE ASSISTANCE

2) Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale, y compris à des services de garde des enfants propre à permettre aux femmes de poursuivre leur carrière

DROITS DES MERES A DES SOINS SPECIAUX

A. En ce qui concerne le droit des mères à des soins spéciaux, il faut tout d'abord signaler l'importance des dispositions de l'arrêté du 27 août 1971 relatif aux examens médicaux pré et post-nataux qui sont de nature à assurer une meilleure surveillance de toutes les femmes enceintes. Ce texte modifie les conditions dans lesquelles doivent

être effectués les examens prénataux obligatoires, et en particulier le contrôle radiologique pulmonaire obligatoire a été reporté du 3ème mois au 6ème mois de la grossesse. Ce contrôle, de même que celui prévu lors de l'examen post-natal doit être fait non par radioscopie mais par radiographie ou radiophotographie.

Les dispositions les plus importantes du texte concernant la recherche des groupes sanguins et notamment du groupe R.H. et les conséquences d'une iso-immunisation. Il est en outre institué la prévention des incompatibilités sanguines par l'utilisation des gamma globulines anti-D.

A la suite d'une étude du RCB (de rationalisation des choix budgétaires) sur la prénatalité faite en 1970 un programme finalisé de périnatalité a été établi pour la durée du VIème plan. Sept actions ont été mises en oeuvre en vue de faire diminuer le taux de la mortalité et morbidité périnatale. Au nombre de ces actions plusieurs ont pour objet d'améliorer la surveillance de la grossesse et les conditions des accouchements.

Pour les femmes dont la grossesse présente des risques élevés il faut noter:

a) L'intensification de la surveillance prénatale par l'augmentation des consultations; les femmes présentant des grossesses à risque peuvent bénéficier des examens complémentaires et spécialisés que leur état nécessite dans des services hospitaliers, généralement des C.H.R. qui ont passé convention avec les services de P.M.I. Ainsi la part des frais résultant de ces examens non couverts par la Sécurité sociale est prise en charge au titre des dépenses obligatoires de P.M.I. Une vingtaine de conventions ont déjà été mises au point dans une douzaine d'établissements hospitaliers. En outre, cette année seront recherchés les moyens d'une prise en charge de l'hospitalisation préventive des femmes présentant des grossesses à risque élevé.

b) La création de centres de surveillance de grossesses à haut risque par l'octroi de subventions aux établissements hospitaliers pour l'achat de matériel spécialisé dans les services de surveillance de grossesses à haut risque.

Par ailleurs, les services du Ministère ont incité les responsables régionaux et départementaux et notamment les services de P.M.I. à assurer par divers moyens une meilleure protection de la mère et de l'enfant. Ils ont notamment encouragé le développement de l'éducation sanitaire de la population en insistant sur l'intérêt des méthodes de l'accouchement psycho-prophylactique, l'importance des examens prénataux, l'aide à domicile des femmes enceintes et des mères par le recrutement de travailleuses familiales, l'importance de l'allaitement maternel, les besoins particuliers des familles migrantes. Ils ont également appelé l'attention des services départementaux de P.M.I. sur l'importance du dépistage de la toxoplasmose et de la rubéole chez les futures mères.

2) b) Service de garde des enfants, propres à permettre aux femmes de poursuivre leur carrière:

La garde des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de la scolarité obligatoire et plus particulièrement ceux âgés de moins de 3 ans pose aux mères de famille qui exercent une activité professionnelle un problème très aigu.

La mère qui travaille doit recourir soit à un système individuel de garde à domicile ou de placement de son enfant chez une nourrice ou une gardienne dont elle supporte entièrement la charge, soit à des services collectifs dont l'initiative revient souvent à des organismes privés ou aux collectivités locales.

Les établissements collectifs assurant la garde des enfants âgés de moins de trois ans pendant la journée, durant le travail de leur mère, comprennent essentiellement:

- les crèches collectives qui assurent la garde dans les locaux répondant à des conditions définies par arrêté et fonctionnent selon des normes très précises, notamment en ce qui concerne le personnel,

- les crèches familiales qui assurent la garde des enfants chez un ensemble de gardiennes agréées, surveillées par du personnel qualifié exclusivement occupé à cette tâche. Ce type d'établissement qui existait jusqu'alors de façon expérimentale vient d'être reconnu officiellement et son fonctionnement précisé par une réglementation (arrêté du 22 octobre 1972).

Il existe également des haltes-garderies qui ont pour objet de recevoir pendant la journée pour une durée limitée et de façon occasionnelle des enfants âgés de 3 mois à 5 ans révolus. Ce type d'établissement ne peut donc pas, dans la plupart des cas, s'adresser aux mères qui travaillent.

Le placement de l'enfant en crèche collective ou familiale apparaît, en fait, pour les mères qui travaillent, la solution la plus satisfaisante et l'on enregistre une demande croissante en cette catégorie d'établissement:

- En 1968 il existait 567 crèches avec 23 572 places.

- En 1972 ce chiffre était de 727 crèches avec 32 828 places tandis qu'en décembre 1973 on enregistrait 727 crèches collectives concernant près de 40 000 places et 234 crèches familiales, correspondant à plus de 10 000 places.

En ce qui concerne les haltes-garderies, il en existe 566 offrant 11 350 places. L'effort fait au cours des 5 dernières années qui a permis de plus que doubler l'effectif des places mises à la disposition des enfants dont la mère travaille à l'extérieur du foyer ne suffit pas encore à répondre aux besoins qui s'expriment en matière de garde de jeunes enfants. Aussi cet effort doit-il se poursuivre, mais d'autres types de solutions doivent également être recherchés. Des études de divers ordres sont actuellement entreprises en ce sens.

A côté des modes de garde institutionnalisés (crèches collectives et familiales et haltes-garderies) il existe, émanant de nourrices et de gardiennes, une offre large mais assez mal définie. Le nombre des nourrices agréées et surveillées au titre de la P.M.I. s'élève à près de 165 000 (au 1er janvier 1972) représentant près de 250 000 enfants gardés. Sur ce total on estime à environ 150 000 les enfants âgés de moins de 3 ans gardés chez des nourrices et gardiennes agréées.

Enfin, il y a lieu également de tenir compte des classes des écoles maternelles dépendant du Ministère de l'Education nationale qui accueillent chaque année un effectif de 125 000 enfants âgés de moins de 3 ans.

"Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances"

Le droit à la planification familiale répond à l'une des préoccupations de l'OMS dont les travaux ont montré qu'un espacement judicieux des naissances était un facteur de meilleure santé physique et mentale, tant pour la mère que pour les enfants nés ou à naître, et d'une manière générale, d'un facteur d'équilibre et d'harmonie du groupe familial.

La planification familiale doit alors être entendue dans son sens le plus large, comme désignant aussi bien la limitation de la fécondité et de l'espacement des naissances que le traitement de la stérilité involontaire. Elle constitue un instrument capital de prévention de la mortalité et de la morbidité maternelle et infantile, mais aussi, considérée sous un angle plus positif, un facteur d'amélioration de la qualité de la vie.

C'est dans ce contexte qu'ont été publiés les différents textes réglementaires d'application de la loi du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances. Les structures d'accueil prévues par ces textes se mettent en place sur l'ensemble du territoire: plus de 200 établissements d'information, de consultation ou de conseil familial ont déposé une déclaration d'ouverture, plus de 60 centres de planification ou d'éducation familiale sont d'ores et déjà agréés. Les centres exercent les activités suivantes:

- a) Education familiale (problèmes de rapports conjugaux, stérilité involontaire, maternité, accouchements, etc.).
- b) Information sur les méthodes de régulation des naissances.
- c) Consultation et intervention en vue de faciliter ou de régulariser les naissances.

Par ailleurs, la loi n° 73-639 du 11 juillet 1973 a créé un Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale. Le décret n° 74-1 du 3 janvier 1974 et l'arrêté du 26 février 1974 ont précisé les modalités de fonctionnement de ce Conseil ainsi que sa composition. Ce Conseil supérieur est chargé d'assurer la liaison entre les associations et organismes qui contribuent à des missions d'informations et d'éducation sur les problèmes sexuels et de régulation des naissances et dont il soutient et coordonne les actions dans le respect des convictions de chacun. Il effectue, fait effectuer et centralise des études et des recherches en matière d'information sexuelle, de régulation des naissances, d'éducation familiale, de formation et de perfectionnement d'éducateurs qualifiés. Il propose aux pouvoirs publics les mesures à prendre en vue de favoriser l'information des jeunes et des adultes sur les problèmes de l'éducation familiale et sexuelle, de la régulation des naissances, de l'adoption et de la responsabilité des couples, promouvoir l'éducation sexuelle des jeunes dans le respect du droit des parents, soutenir et promouvoir des actions de formation et de perfectionnement d'éducateurs qualifiés en ces matières.

Le Conseil supérieur composé de 45 membres s'est réuni pour la première fois en mars 1974 et comprend quatre commissions - une commission financière, une commission d'information, une commission de formation et une commission de recherche.

POLITIQUE A L'EGARD DES PERSONNES AGEES

Pendant la période considérée l'action en faveur des personnes âgées est devenue prioritaire en raison de:

- l'urbanisation et du déracinement:
- l'accroissement du nombre des personnes âgées et notamment des perspectives démographiques concernant le nombre des grands vieillards.

Cette action se déroule selon trois axes principaux:

- 1) Assurer aux personnes âgées un seuil de ressources suffisant et simplifié
 - Le minimum social garanti pour les personnes âgées.
 - Sa revalorisation
 - La suppression de la référence à l'obligation alimentaire.
- 2) Maintenir aussi longtemps que possible les personnes âgées dans leur cadre de vie et à leur domicile
 - Aide au logement (allocation logement, petits logements sociaux).
 - Intervention à domicile: aides ménagères.
 - Equipements légers et ouverts dans le cadre de secteurs d'action gérontologiques.
 - 330 secteurs en 5 ans, dont 86 en 1974.
 - Dans chacun, foyer, restaurant, clubs, centres de jours.
- 3) Héberger et soigner les personnes qui ont perdu leur autonomie de vie :
 - En médicalisant les maisons de retraite.
 - En développant les centres de soins et de cure médicale.

E. DROIT A L'EDUCATION

PREAMBULE:

En France, l'enseignement est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Les familles ont donc, pour leurs enfants, non seulement droit à l'enseignement, l'enseignement est pour elle une obligation jusqu'à cette limite d'âge.

Au-delà, l'égalité d'accès est assurée à tous les niveaux d'enseignement en fonction de critères précisés ci-après:

Enfin, à tous les âges et à tous les niveaux, les familles peuvent opter entre l'enseignement public et l'enseignement privé. Dans les établissements publics l'enseignement est gratuit et la gratuité des fournitures s'étend progressivement. L'Etat participe très largement aux dépenses des établissements privés ayant souscrit un contrat avec lui. Ainsi les familles sont-elles en mesure d'user de leur droit de choisir entre les deux types d'enseignement, public ou privé. Un régime de bourses d'enseignement allouées aux familles, lorsque leurs ressources financières le justifient, vient conforter ce droit.

I. L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

1) Droit à l'enseignement primaire gratuit

L'enseignement élémentaire, qui reçoit les enfants de 6 à 11 ans prend place dans le cadre de l'obligation scolaire. L'accueil est donc de droit dans l'enseignement public.

En principe, l'enfant doit fréquenter l'école élémentaire de son secteur géographique.

2) Droit à l'enseignement au-delà de l'école élémentaire

Faisant suite à l'enseignement élémentaire, l'enseignement du second degré est ouvert à tous les enfants, à l'exception des enfants handicapés qui relèvent d'un enseignement spécialisé.

Jusqu'à l'âge de 16 ans, l'enfant est obligatoirement maintenu dans l'un des enseignements de second degré et la possibilité de choix des parents s'exerce dans les conditions décrites au paragraphe III.

Après 16 ans, l'enfant peut être maintenu dans un enseignement de second degré (général ou technologique) en fonction de ses capacités et de ses aspirations.

II. DROIT A L'EGALITE D'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le principe de l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes et du mérite est inscrit dans les textes. La condition d'accès est le baccalauréat, diplôme délivré à l'issue des études de second degré. Un certain nombre de non-bacheliers peuvent également être admis après avoir satisfait aux épreuves d'un examen.

Les effectifs des sections de techniciens supérieurs ont progressé de 19 853 étudiants à la rentrée 1966 à 22 105 à la rentrée 1972. Parallèlement, les Instituts universitaires de technologie sont passés de 1 678 étudiants en 1966 à 35 422 à la rentrée 1972. Ces chiffres ne témoignent que d'une augmentation en chiffre brut, assez peu significative en elle-même.

L'égalité d'accès aux études supérieures n'est pas un problème d'ordre strictement pédagogique mais essentiellement socio-économique. A cet égard l'évolution des pourcentages d'étudiants classés par origine familiale socio-professionnelle par comparaison avec les effectifs de travailleurs actifs par catégorie socio-professionnelle serait beaucoup plus révélatrice du taux de démocratisation de l'enseignement supérieur que les chiffres précités.

Sur cette question, une enquête détaillée vient d'être faite par la Direction déléguée aux objectifs qui a donné les résultats suivants en ce qui concerne l'origine sociale du flux d'entrée en 1ère année des techniciens supérieurs mais n'a pas établi malheureusement de comparaison avec les agrégats correspondants de la population active.

Catégorie socio-professionnelle du chef de famille	Pourcentage du flux d'entrée en 1ère année à la rentrée 1972
Agriculteurs	9,3 %
Ouvriers agricoles	0,9 %
Patrons de l'industrie et du commerce	9,2 %
Professions libérales	4,5 %
Cadres supérieurs	7,8 %
Cadres moyens	17,1 %
Employés	21,2 %
Ouvriers	17,9 %
Autres	12,1 %
	<hr/> 100.-

Par ailleurs, un élément important en vue de l'égalité d'accès à l'enseignement est l'attribution de bourses aux élèves de ces sections. Une fiche récente du Service central des statistiques et des sondages estimait à 7 998 étudiants dans les sections publiques et 603 dans les sections privées, le nombre des bénéficiaires à la rentrée 1972-1973, ce qui constitue environ un peu plus du tiers de l'effectif total des sections de techniciens supérieurs.

III. DROIT DES PARENTS DE CHOISIR LE TYPE D'ENSEIGNEMENT QUI SERA DISPENSE A LEURS ENFANTS

1) Admission dans le premier cycle du second degré

Les modalités de cette admission sont précisées par l'arrêté du 10 mars 1972.

L'admission de l'élève est prononcée par une commission d'admission dans le premier cycle sur le vu d'un dossier qui contient notamment les vœux des familles relatifs au type de pédagogie, à la langue vivante, au régime (internat, externat, demi-pension) souhaités.

En fin d'année scolaire, la commission prononce l'admission de l'élève ou le maintien à l'école élémentaire. Dans ce dernier cas, la famille peut faire appel par voie d'examen.

La commission donne également un avis sur le type de pédagogie préconisé.

A la rentrée scolaire, le chef d'établissement d'accueil répartit les élèves en fonction des avis formulés par la commission. A la fin du premier trimestre, le conseil de classe émet un avis sur les changements éventuels de section, notamment en se prononçant sur les demandes formulées par les familles.

2) Réglementation de la réforme/de l'enseignement de 1959 au niveau du premier cycle du second degré

Le décret du 6 janvier 1959 et l'arrêté du 2 juin 1960 (modifié) précisent les droits des familles en matière d'orientation au niveau du premier cycle (de la classe de 6ème à la classe de 3ème).

Les familles, en toute hypothèse, sont invitées à présenter des vœux en ce qui concerne les types d'enseignement souhaités. Ces vœux sont examinés d'abord en conseil de classe puis soumis à un conseil d'orientation. Ce conseil réunit notamment tous les professeurs principaux d'un niveau de classe donné, le conseiller d'orientation, le médecin de santé scolaire et l'assistante sociale scolaire.

"Si la famille suit l'avis émis par le conseil d'orientation, l'élève entre de plein droit dans la classe de l'enseignement conseillé. Si la famille croit devoir préférer un type d'enseignement qui lui est déconseillé par le conseil d'orientation, l'élève se présente à un examen d'admission".

(article 23 de l'arrêté du 2 juin 1960).

3) Réglementation fixée par les nouvelles procédures d'orientation

Le décret et l'arrêté du 12 février 1973 définissent de nouvelles procédures d'orientation pour les classes du premier cycle du second degré et la classe de seconde.

Ces procédures sont appliquées dans vingt départements au cours de la présente année scolaire (1973-1974).

Comme dans le système précédent, l'avis d'orientation est élaboré par le conseil de classe qui se saisit des vœux des familles.

"Si la proposition du conseil de classe est conforme aux vœux de la famille ou acceptée par elle, elle prend valeur de décision d'orientation. Dans le cas contraire, les motifs invoqués par le conseil de classe sont portés à la connaissance de la famille qui peut s'en entretenir avec le professeur principal ou le maître responsable de la classe et, si elle le désire, avec le chef d'établissement ou son représentant".

(article 8 de l'arrêté).

"En cas de désaccord persistant, la famille peut opter entre deux solutions:

- s'en remettre à l'arbitrage de la commission d'appel prévue à l'article 7 du présent décret;
- demander que l'élève soit soumis à un examen organisé par l'inspecteur d'académie. La décision d'orientation est alors déterminée par le résultat de l'examen.

Toutefois, en cas de proposition de redoublement, la famille ne peut recourir qu'à l'arbitrage de la commission d'appel".

(article 6 du décret).

Il faut toutefois noter que la décision d'orientation s'arrête aux "types d'enseignement" définis à l'article 7 de l'arrêté. Elle est seule susceptible d'appel de la part des familles.

4) Réglementation au niveau du second cycle du second degré

L'arrêté du 12 juin 1953 demeure valable.

- au niveau des classes de seconde, première et terminale dans les départements qui n'appliquent pas encore les nouvelles procédures d'orientation;
- au niveau des classes de première et terminale dans les départements qui appliquent ces nouvelles procédures.

Il dispose que les décisions de fin d'année sont prises par le chef d'établissement sur proposition du conseil de classe.

"Le Conseil de classe propose

- ou bien que l'élève soit admis dans la classe supérieure;
- ou bien que l'élève soit soumis à la rentrée d'octobre à un examen de passage conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté;
- ou bien que l'élève soit invité à redoubler la classe suivie pendant l'année scolaire écoulée;
- ou bien que la famille de l'élève soit invitée à l'orienter dans une autre voie".

(article 2 de l'arrêté du 12 juin 1953)

5) Enfance inadaptée

Les mesures sont proposées par les commissions médico-pédagogiques compétentes, mais les familles restent libres de leurs décisions.

Développement des études musicales

a) Bien que cette innovation soit difficile à classer précisément dans l'un des paragraphes prévus à la présente rubrique, il convient de noter l'institution (à la demande du Ministère des Affaires culturelles), par le décret du 25 novembre 1972, du baccalauréat de technicien en musique. Cette formule facilite les études musicales et le recrutement des musiciens parce qu'elle supprime le risque grave que comportait une spécialisation prématurée, et en l'espèce indispensable. Si ses aptitudes l'empêchent de poursuivre une carrière musicale, le titulaire de ce baccalauréat peut s'orienter vers d'autres voies sans perte de temps; son diplôme, tout en le qualifiant particulièrement sur le plan musical, lui ouvre aussi les autres filières universitaires, aussi bien littéraires que scientifiques. Dès l'année scolaire 1972-73, cet enseignement a intéressé 4 000 enfants.

b) L'enseignement musical proprement dit a connu une brusque expansion. En 1968, il existait 45 établissements d'enseignement musical contrôlés par l'Etat, et 74 en 1973 (16 conservatoires régionaux, 41 écoles nationales et 16 écoles municipales du deuxième degré et le Conservatoire national supérieur).

F. DROIT DE PARTICIPER LIBREMENT A LA VIE CULTURELLE

La principale difficulté qui entrave l'exercice de ce droit a semblé se situer, de manière générale, dans la période initiale d'une carrière artistique, dans les débuts d'une innovation de caractère culturel. C'est donc pour faciliter l'éclosion d'un talent ou le démarrage d'une entreprise que diverses institutions nouvelles importantes ont été fondées.

a) Le Fonds d'intervention culturelle, dont ont été évoqués (à la rubrique I) le caractère et le financement interministériels, apporte une aide de lancement non renouvelable et à effet multiplicateur à des initiatives intéressantes qui ne pourraient s'organiser sans appui extérieur.

Créé en 1971, le FIC, au 30 juin 1973, avait participé au financement de 162 expériences, auxquelles il avait apporté une aide de 28 millions de fr. pour une dépense totale de 112 millions de fr, dans quatre secteurs principaux: initiation artistique (dans le cadre scolaire), formes nouvelles d'animation, emploi de l'audio-visuel à des fins culturelles, amélioration du cadre de vie (urbain et rural).

b) L'aide à la première exposition (attribuée par une commission consultative créée en juin 1971) ne constitue que l'un des moyens employés pendant cette période par le Service de la création artistique pour attirer l'attention du public de Paris et de province sur des oeuvres intéressantes qui, sans son intervention, n'auraient pas pu se faire connaître.

On note, pendant cette période, 38 expositions (pour la plupart itinérantes) d'artistes de valeur, mais auxquels leur tempérament ou d'autres motifs interdisaient l'accès aux filières commerciales usuelles.

c) L'aide à la création dramatique et musicale ne constitue pas une nouveauté, mais elle s'est beaucoup développée au cours de la période considérée et elle a pris des formes nouvelles.

2) Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

a) Droits d'auteur

Il convient de se référer à la rubrique II, par. a) et b), qui constitue les modifications les plus importantes au régime de protection des créateurs.

b) Centre national des lettres

Par ailleurs, il faut enregistrer, à la date du 14 juin 1973, la transformation de l'ancienne Caisse des lettres en Centre national des lettres, dont les attributions nouvelles constituent une importante novation en matière de protection des intérêts matériels et moraux des écrivains.

Non seulement ce Centre est chargé d'assurer le respect des oeuvres littéraires (quel que soit leur pays d'origine) après la mort de l'auteur, d'allouer des pensions et des secours, de favoriser les rééditions et la diffusion littéraire, mais aussi de mettre en oeuvre les mesures d'aide à la création et l'application de toutes les dispositions d'ordre social ou économique prises en faveur des écrivains.

IV. MESURES PRISES EN VUE D'ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS MENTIONNES SOUS LA RUBRIQUE III CI-DESSUS A UN NOMBRE CROISSANT DE PERSONNES, SANS DISTINCTION AUCUNE FONDÉE NOTAMMENT DE RACE, DE COULEUR, DE SEXE, DE LANGUE, DE RELIGION, D'OPINION POLITIQUE OU DE TOUTE AUTRE OPINION, D'ORIGINE NATIONALE OU SOCIALE, DE FORTUNE, DE NAISSANCE OU DE TOUTE AUTRE SITUATION

A) L'obstacle à une véritable égalité d'accès à la culture ne résulte pas en France des distinctions de race, d'opinion, etc. envisagées au titre de cette rubrique, mais essentiellement - et comme dans bien d'autres pays - de difficultés de fait, et tout particulièrement des différences de distances qui séparent le consommateur de biens culturels du producteur.

Cette inégalité de fait a été attaquée sur deux fronts:

a) Les responsables du Ministère des Affaires culturelles ont pris conscience pendant la période considérée du fait que la multiplication des récepteurs de télévision permettrait à bref délai (dès 1973) d'atteindre la plupart des Français. Afin d'aménager plus efficacement et d'augmenter le contenu culturel des émissions télévisées, ils ont signé, le 26 mars 1971, une Charte avec l'ORTF. Les résultats ont été évoqués à la rubrique I.

b) Dans le cadre d'une large politique de décentralisation, intéressant l'ensemble de l'administration nationale, la régionalisation de l'administration des Affaires culturelles s'est affirmée nettement au cours de la période considérée.

Il existait déjà, au niveau de chaque région, un fonctionnaire de l'une des administrations dépendant du Ministère (architecture, archives, etc.), qui cumulait avec ses attributions normales celles de correspondant permanent du Ministre des Affaires culturelles.

Dès 1969 s'était fait sentir le besoin d'instituer à cet effet des fonctionnaires déchargés de toutes tâches techniques particulières. Trois expériences furent entreprises pour préparer la mise en place de directeurs régionaux des Affaires culturelles, chargés de conseiller les préfets, de promouvoir l'action culturelle et de coordonner les services locaux relevant du Ministère des Affaires culturelles. Bien que les statuts et les attributions de ces fonctionnaires nouveaux n'aient pas été définis dans le détail pour permettre de tirer profit de la période expérimentale probatoire, deux Directions régionales étaient créées en 1972 et trois autres inscrites au budget de 1973.

B) L'application de ce principe de décentralisation a effectivement permis d'accroître le nombre des bénéficiaires de la culture, tant sur le plan de la consommation que sur celui de la production.

Nous avons indiqué, à la rubrique I, les résultats chiffrés, souvent spectaculaires, de cette action; il convient de préciser ici certains de ses aspects essentiels:

a) La décentralisation dramatique

Antérieure de fait à la période considérée, elle se caractérise par l'implantation systématique dans les villes de province de compagnies théâtrales professionnelles fixes.

On compte ainsi 19 centres dramatiques nationaux, qui ont donné, au cours de la saison 1972-73, environ 3 000 représentations théâtrales pour 1 100 000 spectateurs et 700 spectacles divers, qui en ont accueilli 300 000 (à peu près autant qu'en 1969-70).

Un décret du 2 octobre 1972 a institué la procédure du contrat de décentralisation dramatique permettant de définir les droits et obligations réciproques de l'Etat et de chacun des centres dramatiques. Ce contrat assure aux directeurs, pendant trois ans, le versement d'une subvention de base, à charge pour eux de présenter, pendant cette période, un nombre déterminé de spectacles dramatiques nouveaux faisant l'objet d'un minimum fixé de représentations, et de mener une action de création, de diffusion et d'animation théâtrale dans une région déterminée.

Ces subventions permettent d'abaisser le prix d'entrée à un niveau inférieur de 20 % à celui du prix moyen d'un billet de cinéma et ouvrent un débouché considérable aux pièces nouvelles.

L'une des mesures les plus spectaculaires de décentralisation a été, en 1972, le transfert en province, dans des conditions lui permettant de devenir un théâtre vraiment national et vraiment populaire, du Théâtre national populaire du Palais de Chaillot; basé désormais à Villeurbanne, ses activités s'étendent à l'ensemble du territoire national en vue de faire accéder aux valeurs culturelles toutes les catégories sociales de la population.

Enfin la politique d'implantation de maisons de la culture, entreprise par M. MALRAUX, s'est poursuivie et diversifiée, non seulement dans les villes importantes, mais aussi et surtout les villes moyennes, les villes nouvelles et les petits centres dotés de réalisations adaptées à leurs besoins et à leurs moyens. En 1971, les maisons de la culture de Châlon-sur-Saône et Nevers ont été inaugurées, tandis que les trois projets d'Angers, Créteil et Nanterre étaient mis à l'étude. Les travaux de Créteil ont commencé en janvier 1973. Les études des projets du Havre, d'Aubervilliers et de Bobigny ont été activement poussés. A La Rochelle, une maison de la culture est à l'étude, ainsi qu'à Ajaccio (avec ses relais de Bastia, Corte, Propriano et Sartène) et, plus modestement, à Papeete (maison de la culture jumelée avec une maison de jeunes construites en 1973) et à La Martinique, où une mission de préfiguration a été lancée en 1972.

Dans les villes moyennes ont été créés des centres d'animation culturelle, équipements plus légers que les maisons de la culture et adaptés aux besoins de villes de 30 à 60 000 habitants. En 1972 et 1973, dix de ces centres d'animation (Mâcon, Orléans, Blois, Saint-Brieuc, etc) se sont ajoutés aux dix-huit existant antérieurement.

Parallèlement à ces créations s'ébauchent deux nouveaux types d'intervention: les équipements intégrés et les équipements culturels plus légers. Les premiers répondent au souci de ne plus séparer les fonctions éducative, sociale, sportive et culturelle dans les villes nouvelles de Cergy-Pontoise, Evry et Elancourt-Maurepas. Les seconds répondent aux besoins de villes de moyenne importance qui souhaitent se doter d'un équipement polyvalent à leur mesure.

Une nouvelle structure, créée fin 1972: le Bureau des interventions culturelles, est chargé d'une mission générale d'assistance aux communes, voire aux associations.

b) Le plan décennal de la musique

Un plan de décentralisation culturelle a été lancé, en 1969, par la Direction de la musique, tendant à multiplier de manière tout à fait considérable les activités musicales. Les premiers résultats sont probants.

Des fonctionnaires régionaux mettent en oeuvre ce plan. Ce sont les délégués musicaux régionaux, dont 5 étaient entrés en fonction en 1973 (ce nombre sera de 25); de 17 les orchestres professionnels doivent passer à 71 (36 en 1974).

Les établissements d'enseignement musical contrôlés par l'Etat sont passés de 45 (y compris le Conservatoire national supérieur de Paris) en 1968 à 74 en 1973.

La Direction aide déjà plus de 1 000 chorales, 11 théâtres lyriques municipaux, deux opéras régionaux, 8 théâtres lyriques indépendants. En 1973, elle a aidé 82 festivals, 18 troupes chorégraphiques, sans compter de multiples associations.

Pour la première fois en 1971, la musique a bénéficié de crédits d'équipements (10,7 millions) passés à 17,7 en 1972, 26 en 1973, consacrés à d'importantes créations (Conservatoire régional de Grenoble, Ecole nationale de musique de Montreuil) et à l'aménagement de salles de concert dans 25 villes de province.

Un fonds de mobilité facilite dès 1973 le rayonnement culturel des orchestres et des troupes en élargissant leur auditoire, à la fois par la prise en charge des déplacements et par le financement des diffusions par radio et télévision.

Le but poursuivi est d'instaurer une véritable vie musicale active, non seulement à l'école primaire, mais dans tout le cours de la scolarité "sans distinction de catégorie sociale, ou d'appartenance professionnelle".

Il s'agit certainement de l'une des transformations profondes les plus importantes pour la culture des Français. Les étonnants résultats déjà obtenus permettent de penser que ce but, si ambitieux soit-il, sera atteint.

V. DIFFICULTES RENCONTREES POUR ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS MENTIONNES SOUS LA RUBRIQUE III CI-DESSUS, ET METHODES ET MESURES ADOPTEES POUR SURMONTER CES DIFFICULTES

a) Chacun des progrès effectués vers un perfectionnement dans l'exercice du droit de l'homme à la culture s'est tout naturellement heurté à des difficultés inhérentes aux habitudes routinières, aux intérêts antagonistes ou plus simplement à la nature même des choses.

Il a été fait état de ces difficultés à l'occasion de chacune des rubriques précédentes exposant des réalisations nouvelles (par exemple dans celle qui traite de l'extension de la sécurité sociale à ces travailleurs sporadiques et indépendants que sont les artistes).

Pour éviter toute redite il suffira de s'y reporter.

b) Toutefois, il a paru utile de situer ici un problème actuellement des plus aigus résultant des différences profondes qui coexistent et s'affrontent dans les conceptions des rapports de la morale et de la liberté.

Le maintien d'une censure officielle des spectacles (en particulier des films) soulève périodiquement de sérieux conflits d'opinion.

Pendant la période considérée, une libéralisation progressive du contrôle des films s'est dessinée en France. Elle a été rendue responsable, dans la presse et jusqu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, de l'envahissement de la production cinématographique par la pornographie et la violence.

La doctrine des Ministres successifs de la Culture, qui tous ont été interpellés à ce propos, a été d'une continuité remarquable et peut se définir ainsi: le rôle de la collectivité n'est pas de se substituer à la conscience et au libre arbitre de l'individu adulte, mais de le mettre en garde. Par contre, à l'égard des adolescents, dont l'expérience et le jugement ne sont pas formés, la collectivité conserve un devoir de protection. L'interdiction de certains spectacles aux mineurs remplit ce rôle de protection et du même coup le rôle d'information des adultes.

Ses détracteurs ont pu dire qu'une telle attitude faisait à tous les hommes (même adultes) une confiance que la réalité ne justifiait pas, et qu'elle comportait de réels dangers sociaux. C'est pourtant la seule qui soit apparue conciliable avec les principes philosophiques qui ont inspiré la Déclaration universelle des droits de l'homme.